

Note de politique 1: mesurer la diversité bioculturelle

Par Leila Vaziri¹, Marie-Line Sarrazin¹, Colin Scott¹, Eleanor J. Sterling², et Pua'ala Pascua², 2020

¹CICADA et ²Centre pour la biodiversité et la conservation, Musée américain d'histoire naturelle

LES INDICATEURS BIOcultureLS ET LES LIENS ENTRE NATURE, CULTURE ET BIEN-ÊTRE

En mai 2019, plus de 120 participants – des Peuples autochtones du Canada, des États-Unis d'Amérique, d'Aotearoa Nouvelle-Zélande et de l'Australie, conjointement avec des partenaires et des participants – se sont réunis lors d'une Conférence régionale sur la recherche-action autochtone et du premier Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle pour faire avancer des stratégies communes visant à promouvoir la diversité de la vie sur terre. Cette série de notes de politique s'appuie sur les discussions tenues lors de ces rencontres et sur les recommandations de la Déclaration Atateken,¹ adoptée par les participants au dialogue.

Introduction

En 1988, des Peuples autochtones, des communautés locales, des scientifiques et des environnementalistes du monde entier se sont réunis à Belém, au Brésil, pour le premier Congrès international d'ethnobiologie. Le principal résultat de ce congrès fut la Déclaration de Belém.² Cette déclaration est l'un des premiers documents de politique mondiale à aborder le « lien inextricable » entre la nature et la culture. Depuis lors, la cartographie croisée de la diversité linguistique, culturelle et biologique a montré un chevauchement géographique important entre ces diversités. La diversité bioculturelle est la combinaison de la diversité biologique, culturelle et linguistique, qui comprend les espèces, les cultures et les langues qui ont évolué sur notre planète.³ Ces diversités s'inscrivent dans des réseaux complexes d'interactions en fonction du lieu et influencent la manière dont les gens adaptent leurs pratiques au fil du temps pour renforcer la durabilité locale et mondiale.⁴

La coévolution de l'humain et de la nature crée des rétroactions sociales et écologiques complexes et réciproques.⁵ La gouvernance et la gestion maintiennent ces rétroactions dans le temps et, en réponse au changement, elles les ajustent et les transforment.⁶ La connaissance du comment, quand et pourquoi utiliser des stratégies spécifiques de gestion des ressources est nuancée au niveau local. En conséquence, les plans et les stratégies doivent tenir compte des contextes sociaux, culturels, économiques et environnementaux

Points clés

- La séparation conventionnelle de la diversité biologique et culturelle dans les visions du monde et dans la prise de décision en matière de conservation et de développement durable peut renforcer des programmes divergents et conflictuels et empêcher la conciliation d'intérêts concurrents.
- Les actions et les stratégies qui reconnaissent les liens entre la nature, la culture et le bien-être doivent être renforcées et soutenues par les autorités politiques locales, régionales et nationales ainsi que par les instituts de recherche et les universités.
- Les indicateurs bioculturels peuvent intégrer la diversité biologique et culturelle à travers le prisme des relations entre la vie humaine et la vie autre qu'humaine.
- Les indicateurs bioculturels de bien-être doivent être ancrés dans des perspectives culturelles, des valeurs et des systèmes de connaissances fondés sur le lieu. Ils doivent être à la fois spécifiques au contexte et avoir une voix dans les arènes internationales.

uniques des différentes communautés.⁷ Une source importante de ces connaissances provient des Peuples autochtones, qui possèdent une expérience significative dans l'élaboration de stratégies et d'actions pour régir l'utilisation durable et la conservation des ressources dans des paysages bioculturels uniques et dans des points chauds de biodiversité à travers le monde.^{8,9} De nombreuses approches autochtones se fondent sur une conception holistique du bien-être, qui reconnaît l'interconnexion des dimensions sociales, culturelles et écologiques. Cette optique, utilisée en combinaison avec une approche bioculturelle des mesures du bien-être définies au niveau local, permet d'obtenir des indicateurs directement liés au territoire et ancrés dans les lieux, les pratiques culturelles et les connaissances des populations autonomes locales.¹⁰

Les efforts déployés pour soutenir et renforcer la participa-

tion pleine et effective des Peuples autochtones et l'inclusion équitable des connaissances autochtones dans la gestion des ressources ont révélé d'importantes lacunes dans les mesures de surveillance et de rapportage environnementales actuellement utilisées par les gestionnaires centrés sur l'État. Par exemple, une analyse du Canada a noté que les cadres nationaux et internationaux de gestion des forêts se concentrent principalement sur les processus écologiques et peuvent omettre des facteurs localement significatifs essentiels à la prise de décision tels que le bien-être de la communauté, les cultures historiquement ancrées et les systèmes de gouvernance coutumiers.¹¹ Alors que de nombreux objectifs et engagements nationaux et internationaux en matière de durabilité se concentrent sur les indicateurs de biodiversité pour guider les actions en faveur de la durabilité, de la diversité biologique, de la résilience et de la conservation sur le terrain, cela peut être problématique étant donné les liens étroits entre la nature, la culture et le bien-être multidimensionnel. L'exploration et la réalisation de ces liens pour la planification de la conservation et de la durabilité nécessitent des approches adaptées au niveau local, basées sur les cosmologies, les visions du monde, les valeurs et les priorités des Peuples autochtones.¹² Il s'agit notamment de créer des indicateurs qui reflètent les visions autochtones en matière de systèmes socio-écologiques sains.¹³ En définitif, la reconnaissance et la promotion des dimensions biologiques et culturelles interdépendantes de l'intendance environnementale peuvent favoriser le dialogue et les échanges en matière de gestion des ressources naturelles en vue d'une collaboration fructueuse pour les solutions futures.

Enjeux principaux

Des conceptions différentes de la santé, du bien-être et du territoire

Les systèmes de connaissances autochtones et allochtones définissent parfois la santé et le bien-être à des échelles (géographiques, sociales, culturelles, etc.) très différentes. Par exemple, les définitions du bien-être axées sur les avantages individuels peuvent s'opposer aux définitions autochtones holistiques du bien-être, qui se rapporte à des communautés de vie entières ou au bien-être collectif.¹⁴ Alors que les visions du monde autochtones décrivent le bien-être humain et le bien-être autre qu'humain comme des extensions l'un de l'autre, d'autres ontologies font la différence entre la santé humaine et la santé écologique.¹⁵ La plupart des indicateurs de la santé des écosystèmes utilisés pour évaluer l'efficacité de la conservation dans les aires protégées gérées par l'État se concentrent sur l'évaluation quantitative des états, tendances et fonctions écologiques.⁷ En revanche, les

mesures du succès de la gestion des écosystèmes définies par les Autochtones sont axées sur le maintien de relations saines entre les humains et les autres qu'humain par le biais d'interactions respectueuses, y compris l'utilisation durable le cas échéant. Négliger ces différences dans les indicateurs de bien-être écologique et humain peut nuire à l'atteinte des objectifs de conservation nationaux et internationaux, tout en contrevenant aux droits des peuples et de la nature.

Les pratiques autochtones d'intendance et de garde peuvent différer considérablement des stratégies de gestion des ressources les plus proéminentes mondialement. Par exemple, les politiques de conservation à différents niveaux décisionnels séparent souvent les zones terrestres et maritimes par des clivages juridictionnels, alors que les systèmes de connaissances autochtones soutiennent une gestion holistique des ressources en reconnaissant la continuité des habitats et les interconnexions entre les relations humaines et autres qu'humaines dans les espaces terrestres, aquatiques et marins. Par exemple, Henry Huntington, un spécialiste de l'Arctique, a documenté les connaissances autochtones des chasseurs inuit en Alaska sur la dynamique des populations de bélugas. Les Aînés inuit l'ont informé qu'il existe un lien entre l'augmentation des populations de castors et la diminution des populations de bélugas. Un plus grand nombre de castors entraîne une réduction d'habitat pour les poissons en période de frai, ce qui, à son tour, affecte négativement les ressources alimentaires des bélugas.¹⁶ Par conséquent, les indicateurs bioculturels ancrés dans des lieux et des réseaux de lieux sont des mesures et des guides supérieurs pour les pratiques de conservation. Bien que des efforts croissants soient déployés pour reconnaître d'autres mesures de conservation efficaces par zone, par exemple celles des Peuples autochtones, dans la politique et l'action mondiales en faveur de la conservation, des efforts supplémentaires sont nécessaires dans ce domaine.¹⁷



Paysage en Alaska. Photo par Rod Long.

Appropriation et utilisation (in)appropriées des connaissances autochtones

Historiquement, les Peuples autochtones ont partagé leurs observations, leurs enseignements traditionnels et leurs points de vue avec ceux et celles qui étaient disposés à les entendre et à les écouter. Toutefois, l'accès à ces connaissances et leur utilisation s'accompagnent de responsabilités inhérentes. Les groupes qui travaillent avec les Peuples autochtones ou qui mènent des recherches sur leurs territoires traditionnels doivent reconnaître le droit des Peuples autochtones à donner leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Les groupes intéressés doivent obtenir le consentement par les voies institutionnelles et communautaires appropriées avant de lancer tout projet.¹⁸ Par exemple, le Peuple Mi'kmaq du Canada a établi un ensemble de principes et de directives pour réglementer l'accès et l'utilisation des connaissances Mi'kmaques, y compris que les recherches soient examinées par Mi'kmaw Ethics Watch, et que la recherche soit comprise comme un « partenariat négocié ».¹⁹ Les chercheurs et les groupes qui travaillent avec les Peuples autochtones doivent envisager le rôle de la co-production de connaissances et du codéveloppement de projets avec la communauté d'accueil.

Malgré la montée de la légitimité des connaissances autochtones dans les milieux universitaires et politiques, certains problèmes majeurs, tels que les tensions dualistes entre les systèmes de connaissances autochtones et la science occidentale, la romantisation, la décontextualisation, les relations de pouvoir asymétriques et les craintes de détournement, continuent d'entraver le rôle des connaissances autochtones dans la planification et la mise en œuvre du développement. Ces problématiques compliquent également le dialogue entre les perspectives autochtones et les approches prédominantes de la gouvernance environnementale. Par exemple, le cadre des services écosystémiques (SE) est une façon de plus en plus populaire de décrire les systèmes naturels par rapport aux besoins humains. Les SE représentent un outil scientifique de conservation utilisé pour caractériser l'ensemble des valeurs fournies par l'environnement. L'approche des SE permet notamment d'attribuer une valeur monétaire aux changements dans les services écosystémiques et à leurs impacts sur le bien-être humain. Depuis le début des années 1970, l'évaluation monétaire des ressources communes (comme l'air et l'eau propres) est un moyen d'accroître l'intérêt du public pour la conservation en démontrant le bien-être en termes économiques.

Bien que l'application théorique et pratique des évaluations monétaires présente à la fois des défis et des opportunités, il subsiste des préoccupations majeures concernant l'idéologie

et les hypothèses requises pour évaluer les ressources en tant que marchandises commerciales, par opposition aux perspectives autochtones sur la famille humaine et autre qu'humaine. Alors que le cadre des SE peut prendre en compte les valeurs spirituelles, culturelles, esthétiques et les autres valeurs non matérielles par le biais de la catégorie des services écosystémiques culturels (SEC), les approches dominantes - si elles prennent en compte les SEC - tendent à ne considérer que les SEC qui peuvent s'inscrire dans le système d'évaluation économique actuel, comme les activités récréatives.^{20,21} Les approches qui ne considèrent que partiellement ou superficiellement les SEC risquent de soutenir, plutôt que de contester, l'approche néolibérale dominante de la gouvernance environnementale.²⁰

En d'autres termes, l'utilisation des connaissances autochtones dans les cadres de conservation occidentaux existants, sans tenir compte des priorités et des institutions locales ainsi que des valeurs et des relations ancrées dans le lieu, peut entraîner des résultats défavorables pour la conservation et une aliénation territoriale accrue des Peuples autochtones.²² Les approches autochtones de la gouvernance environnementale sont souvent fondées sur l'attachement au lieu, la réciprocité et le respect; ces valeurs, qui sont liées à des relations soutenues avec le lieu, devraient guider le développement d'indicateurs bioculturels et d'approches de conservation et de gestion de l'environnement.²³

Opportunités

Tresser les systèmes de connaissances pour une conservation et une gestion des ressources efficaces

Les connaissances autochtones sont dynamiques et adaptatives. Elles ont changé et évolué au fil du temps, continuent de le faire et peuvent avoir une portée pour les problèmes mondiaux, nationaux et régionaux causés par la dégradation de l'environnement et l'exploitation excessive des ressources. Le dialogue entre les sciences occidentales et autochtones est une étape fondamentale dans la gouvernance des aires protégées et conservées par les Peuples autochtones, dans tous les contextes de partage des compétences, de la prise de décision et de l'administration.²⁴ Il est de plus en plus reconnu que la gouvernance des ressources par les Peuples autochtones sur leurs territoires ancestraux contribue à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles.^{25,26} Lorsque les Peuples autochtones se trouvent sur leurs territoires ancestraux, ils peuvent observer les changements et/ou évaluer les mesures nécessaires pour favoriser la résilience, en s'appuyant sur leurs relations historiques avec la terre et l'eau.²⁴ Cette reconnaissance a conduit, par exem-

ple, à la création du programme de surveillance écologique du delta Paix-Athabasca, qui combine les connaissances autochtones et la surveillance communautaire avec la science occidentale pour guider la gestion coopérative du parc national Wood Buffalo, au Canada.²⁷ Les connaissances autochtones peuvent faciliter l'obtention de résultats efficaces et équitables à long terme en matière de conservation par le biais d'arrangements décrits comme des aires protégées autochtones, des aires protégées et de conservation autochtones, des aires de conservation marines nationales, des parcs tribaux, des réserves de biodiversité et des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC, ou Territoires de vie), entre autres.



Lac Kennedy, dans le Parc tribal Ha'uukmin en Colombie-Britannique, au Canada. Photo par Brett Vachon, CC BY 2.0, photo coupée, <https://bit.ly/kennedy-lake>.

En tressant ensemble des connaissances autochtones et occidentales pour établir et surveiller des objectifs de conservation, il est essentiel de reconnaître et d'accepter les différences entre les visions du monde et les méthodologies qui produisent les deux systèmes de connaissances, et de remettre en question les notions d'universalité et d'objectivité qui confèrent une position privilégiée à la science occidentale.²⁸ Les méthodologies autochtones impliquent des méthodes et des processus expérientiels, subjectifs, collectifs et relationnels, y compris la narration d'histoires.²⁹ Pour que les systèmes de connaissances scientifiques autochtones et occidentaux fonctionnent en synergie, chaque système de connaissance doit être considéré comme étant tout aussi pertinent et valide.³⁰ Les connaissances scientifiques autochtones et occidentales peuvent se compléter, en partageant des informations provenant d'échelles et de façons de comprendre différentes. L'objectif n'est donc pas d'intégrer un système de connaissances dans l'autre, mais de tenir compte des idées et des preuves de chaque système de connaissances, même lorsqu'elles sont contradictoires, afin de guider l'analyse et les décisions.³⁰ Il faut pour cela encourager la collaboration par la participation à toutes les étapes et par un dialogue

interculturel respectueux.³⁰ Le cercle autochtone d'experts (CAE) du Canada utilise le concept d'« espace éthique » pour décrire le lieu dans lequel les systèmes de connaissances peuvent interagir de manière respectueuse, sur un même pied d'égalité.³¹

Soutenir la restauration, la conservation et la surveillance bioculturelles

La biodiversité et les territoires des Peuples autochtones du monde entier sont soumis aux pressions accélérées des activités extractives, de la pollution et des changements climatiques. Ces pressions menacent simultanément les moyens d'existence traditionnels, la sécurité et la souveraineté alimentaires, les institutions de gestion des ressources naturelles et les liens sacrés des communautés autochtones au territoire. La restauration et la conservation culturelles et écologiques sont donc des processus entrelacés,³² parfois décrits comme une « restauration réciproque ».³³ L'exploration des liens entre la nature, la culture et le bien-être peut nous aider à comprendre la restauration réciproque de la terre et de la culture de telle sorte que la relance des services écosystémiques contribue à la revitalisation culturelle, et que le renouvellement de la culture favorise la restauration de l'intégrité écologique.³³ Les connaissances autochtones et les valeurs culturelles reflètent et guident les relations que les Peuples autochtones entretiennent avec leurs territoires. Les outils, les méthodologies et les indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité des mesures de conservation doivent donc refléter ces connaissances, ces valeurs et ces relations.

La revitalisation des langues autochtones est un élément clé de la restauration bioculturelle. Les langues autochtones sont un élément central de la diversité bioculturelle et jouent un rôle important dans la protection de la biodiversité du monde.³⁴ Elles apportent également des contributions importantes à l'identité, à la santé et au bien-être des individus et des communautés.³⁵ Les langues autochtones découlent de pratiques ancrées dans le lieu et le territoire et sont contextualisées par ces pratiques; elles jouent donc un rôle fondamental dans la transmission des connaissances autochtones relatives à la conservation et aux pratiques d'intendance correspondantes entre les générations.³⁶ Étant donné les liens entre la langue, les connaissances autochtones et les pratiques culturelles, la perte de la langue menace d'affaiblir l'intendance de la biodiversité. On peut s'attendre à des impacts similaires au niveau de la perte de la langue avec des menaces croissantes pour la biodiversité.

L'approche de la Première nation de Walpole Island pour la restauration de la rivière Sainte-Claire, au Canada, illustre les liens entre la restauration des écosystèmes, les con-

naissances autochtones, la revitalisation culturelle et la préservation de la langue. D'importants sites de développement ont été construits le long de la rivière Sainte-Claire en amont du territoire non cédé de la Première nation de Walpole Island, ce qui a entraîné la pollution et la dégradation de la qualité de l'eau. La Première nation de Walpole Island considère la rivière comme un ancêtre dont la santé est liée au bien-être de la communauté. La Première nation de Walpole Island participe activement aux efforts de restauration, qui comprennent des cérémonies de l'eau dirigées par des femmes, qui jouent traditionnellement un rôle spirituel clé dans l'accomplissement de la responsabilité communautaire de prendre soin de l'eau. Par le biais de cérémonies de l'eau et de prières en Anishnaabemowin, les femmes mettent en œuvre leurs connaissances autochtones pour prendre soin de la rivière Sainte-Claire et, ce faisant, rétablissent la relation de leur communauté avec la rivière. La Première nation de Walpole Island considère la guérison de la rivière comme faisant partie de son processus de guérison du traumatisme colonial.³⁷

Recommandations

Nous appelons à des approches holistiques de la conservation, du développement durable et de la prise de décisions. Nous réclamons tout particulièrement le développement d'actions, de stratégies et d'indicateurs qui lient la diversité biologique et culturelle à travers le prisme des relations entre l'homme et la nature. Nos recommandations comprennent :

- Veiller à ce que les modes de connaissances autochtones fassent partie intégrante de la surveillance, de la conservation, du développement durable et de la prise de décisions relatifs à la diversité bioculturelle, afin d'obtenir des résultats équitables.

Les processus institutionnels doivent intégrer des preuves et des interprétations provenant de multiples systèmes de connaissances. Ces processus doivent engager pleinement et efficacement les connaissances autochtones, en partenariat avec les connaissances scientifiques occidentales. Le tressage des connaissances autochtones et occidentales doit se faire dans le respect des institutions et de l'autorité des Peuples autochtones.

Pour faciliter le processus de surveillance dans les aires et territoires protégés et de conservation autochtones, les autorités provinciales/étatiques/fédérales doivent adopter des politiques renforçant la gouvernance ou la gouvernance partagée par les Peuples autochtones.

- Élaborer des indicateurs bioculturels du bien-être an-

crés dans des perspectives culturelles, des valeurs et des systèmes de connaissances adaptés au milieu, grâce à des processus éthiques et culturellement appropriés de codéveloppement, de covalidation et de cocréation de savoir.

Dans les processus de décision et d'élaboration des politiques, la prise en compte des conceptualisations autochtones du bien-être est essentielle pour évaluer les valeurs culturelles des ressources naturelles et des services écosystémiques, ainsi que pour identifier les résultats privilégiés et les mesures de succès.

Le rôle des ressources naturelles ou des composantes valorisées des écosystèmes pour le bien-être socioculturel des Peuples autochtones ne peut être compris sans la pleine participation des Peuples autochtones. Les indicateurs bioculturels doivent être identifiés par des processus éthiques et culturellement adaptés (un exemple est fourni dans l'**encadré 1** à la page suivante).

- Élaborer des indicateurs, à la fois spécifiques au contexte et généralisables, en particulier ceux qui ont trait aux moyens d'existence traditionnels, à l'intendance marine et des terres, à la souveraineté et la sécurité alimentaires et de l'eau et aux rapports entre les cultures, les économies et les écosystèmes.

Les interventions visant à raviver la diversité bioculturelle doivent être basées sur des indicateurs définis par les Peuples autochtones et les chercheurs, leurs alliés et d'autres experts allochtones.

La surveillance de la réussite des interventions doit également être spécifique à chaque zone et basé sur des indicateurs bioculturels développés localement, la responsabilité première étant entre les mains des Peuples autochtones.

Un soutien financier et logistique doit être fourni pour analyser des aspects spécifiques de la diversité bioculturelle, tels que les liens entre la souveraineté alimentaire et la biodiversité, ou entre la diversité religieuse et la biodiversité.

- Accroître les ressources mises à la disposition des Peuples autochtones pour leur permettre de participer à la surveillance, à la conservation, au développement durable et à la prise de décisions relatifs à la diversité bioculturelle.

Les gouvernements à différents niveaux doivent créer des opportunités de financement pour les chercheurs autochtones et allochtones afin de réaliser des programmes spécifiques à une région/écosystème/territoire pour la protection et la renaissance bioculturelles. En particulier, le

Encadré 1 : Les étapes suivantes représentent une voie, parmi d'autres, pour établir des indicateurs bioculturels appropriés afin d'atteindre les objectifs nationaux et internationaux en matière de conservation :

1. Organiser des groupes de travail appropriés pour tenir pleinement compte des approches culturellement diversifiées pour définir la durabilité et la résilience
2. Organiser des ateliers dans les communautés locales pour identifier les besoins et les aspirations in situ
3. Créer des groupes de travail bioculturels
 - Les membres des groupes de travail doivent être sélectionnés par la communauté autochtone, en utilisant des processus participatifs culturellement appropriés. Les institutions sociales autochtones guideront le processus de sélection, le nombre de groupes de travail nécessaires et les relations entre eux. Les Aînés et les chercheurs autochtones jouent un rôle clé à ce stade du processus.
4. Appliquer des méthodologies autochtones, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances des Aînés et des utilisateurs expérimentés des terres, dans la sélection des indicateurs bioculturels
 - Les outils et les indicateurs qui évaluent l'efficacité des mesures de conservation doivent refléter les relations aux échelles locale, régionale et nationale qui sont vitales pour les communautés et les territoires autochtones.
5. Préparer des protocoles bioculturels, par exemple des processus et des procédures englobant :
 - Les connaissances et les pratiques des normes sociales et culturelles liées aux valeurs traditionnelles ancrées dans le lieu;
 - Les connaissances et les pratiques des cérémonies, des histoires, des chants et des danses;
 - Les connexions au sein et entre les communautés et les groupes sociaux pour diverses pratiques de partage, qui devraient définir l'échelle et la portée appropriées de chaque indicateur;
 - L'innovation dans les pratiques de gestion des terres, de résilience, de restauration, de sécurité et de souveraineté alimentaires basées sur les connaissances autochtones;
 - La collaboration régulière de chercheurs autochtones et allochtones au sein de groupes de travail;
 - Plus d'informations sur les protocoles bioculturels, telles que disponible [ici](#) et [ici](#).
6. Réexaminer les indicateurs bioculturels à la lumière de l'évolution des projets de vie des communautés
 - Les communautés concernées discutent de leurs observations et de leurs objectifs concernant le bien-être et les projets de vie en cours;
 - Les aspects sociaux, économiques et écologiques du bien-être tels que définis au niveau local sont pris en compte dans les ajustements nécessaires des indicateurs.

financement doit soutenir les initiatives menées par des Autochtones pour la restauration culturelle et l'engagement des jeunes ainsi que les programmes de surveillance de la diversité bioculturelle, y compris dans des zones désignées comme les sites Ramsar et les réserves de biosphère.

Des opportunités de financement doivent être offertes pour les programmes communautaires visant à faire revivre les langues autochtones. La recherche, notamment universitaire, doit également soutenir la production d'applications, de livres, de jeux vidéo et de situations d'apprentissage sur le terrain, entre autres, afin de susciter l'intérêt des jeunes autochtones.

La recherche et les institutions d'enseignement autochtones doivent être soutenues pour développer des projets, des programmes et des certifications solides et pleinement reconnus aux côtés des autres.

Un soutien doit également être apporté à la création de réseaux et d'initiatives de leadership pour renforcer la résilience des communautés face aux changements sociaux et écologiques aux échelles locale, régionale et nationale.

Conclusion

La séparation de la diversité biologique et culturelle dans la conservation, le développement durable et la prise de décision a conduit à des programmes divergents et contradictoires et à des intérêts concurrents. Pour remédier à ces conflits, il faut reconnaître que la diversité biologique et culturelle sont intimement liées et se renforcent mutuellement. Des approches holistiques doivent être adoptées dans la désignation des aires protégées et des territoires de conservation, dans les méthodologies de surveillance environnementale et dans l'élaboration des politiques, en dissolvant la séparation conceptuelle et pratique des diversités biologique

et culturelle. Ces actions peuvent permettre d'éviter les approches coloniales cloisonnées en matière de conservation, de développement durable et de prise de décision.

Les autorités régionales et nationales ainsi que les instituts de recherche et les universités doivent soutenir des actions, stratégies et indicateurs bioculturels qui lient la diversité biologique et culturelle à travers le prisme des relations entre l'homme et la nature. Ces indicateurs bioculturels de bien-être doivent être ancrés dans des perspectives culturelles, des valeurs et des systèmes de connaissances basés sur le lieu. Ils doivent être à la fois spécifiques au contexte et généralisables, en particulier ceux qui se rapportent aux

moyens d'existence traditionnels, à la gestion des terres et de la mer, à la souveraineté et à la sécurité alimentaire et de l'eau, et aux relations entre les cultures, les économies et les écosystèmes.

Pour assurer la continuité culturelle et la durabilité des systèmes culturels-écologiques, les modes de connaissance et les systèmes de gouvernance autochtones doivent être revitalisés et sauvegardés. Les connaissances autochtones font partie intégrante de la surveillance, de la conservation, du développement durable et de la prise de décision en lien avec la diversité bioculturelle et peuvent conduire à des résultats équitables pour la société dans son ensemble.

Encadré 2 : Voici quelques exemples d'indicateurs bioculturels fournis par les participants autochtones au Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle :

- Tendance en matière de réintroduction d'espèces importantes sur le plan culturel (p. ex. le bison), en parallèle avec la restauration de pratiques culturelles, pour soutenir l'identité culturelle
- Présence et engagement des sociétés spirituelles/religieuses traditionnelles
- Présence d'Aînés (en tant que détenteurs et détentrices de connaissances et mentors)
 - Présence d'espaces permettant aux Aînés d'échanger entre eux et elles
 - Présence de voies permettant aux Aînés de partager et échanger des informations entre les générations
- Présence de sociétés de jeunes actives
- Habilité d'une communauté à se nourrir sur son territoire traditionnel
 - Connaissance des lieux, des espèces et des méthodes pour jardiner, chasser, pêcher et cueillir
 - Connaissance des noms traditionnels des espèces alimentaires et médicinales cueillies à l'état sauvage et cultivées
 - Présence d'institutions coutumières pour gérer les zones et les infrastructures liées aux ressources
- Présence et accès à des opportunités de guérison des traumatismes intergénérationnels (par exemple, les cercles d'Aînés)
- Présence de mécanismes institutionnels pour soutenir le temps et les ressources nécessaires à l'établissement de relations au sein des communautés et entre elles, pour affiner les questions de recherche définies localement et pour promouvoir le codéveloppement de la recherche et la coproduction de connaissances
 - Maintien des connaissances et pratiques locales pouvant être communiquées aux autres, par exemple à des collaborateurs allochtones
- Tendance en matière de récupération et de rétablissement de termes spirituels de révérence; par exemple, récupération du terme Mi'kmaq pour "Créateur" malgré les connotations et interprétations négatives imposées par les puissances coloniales
- Connaissance et application de la santé animale en tant qu'indicateur de la santé des écosystèmes au sens large
- Connaissance et reconnaissance de l'importance des liens spirituels
- Présence de festivals de musique et d'autres célébrations culturelles de la musique
- Tendance en matière de disponibilité et de mise en œuvre continue de programmes de certification des enseignants adaptés à la culture
- Présence d'ensembles d'indicateurs qui tiennent compte à la fois des indicateurs spécifiques au contexte et des indicateurs généralisables
- Tendance en matière de reconnaissance des processus intergénérationnels de "révision par les pairs" des connaissances autochtones et locales

Notes

- 1 La Déclaration Atateken est disponible en français et en anglais à <http://www.cbd.int/lbcd/resources/>.
- 2 La Déclaration de Bélem est disponible en français, en anglais, en espagnol, en néerlandais et en chinois à <http://www.ethnobiology.net/what-we-do/core-programs/global-coalition-2/declaration-of-belem/>.
- 3 Maffi, Luisa “Biocultural diversity and sustainability.” Dans *The Sage Handbook of Environment and Society*, dirigé par J. Pretty, A. S. Ball, T. S. Benton, J. Guivant, D. R. Lee, D. Orr, ... H. Ward, 267–278. Sage Publications, 2007.
- 4 Merçon, Juliana, Susanne Vetter, Maria Tengö, Michelle Cocks, Patricia Balvanera, Julieta A. Rosell, et Bárbara Ayala-Orozco. “From local landscapes to international policy: contributions of the biocultural paradigm to global sustainability.” *Global Sustainability* 2, no. e7 (2019): 1–11, <https://doi.org/10.1017/sus.2019.4>.
- 5 Berkes, Fikret, Johan Colding, et Carl Folke. *Navigating Social-Ecological Systems: Building Resilience for Complexity and Change*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003.
- 6 Berkes, Fikret, Carl Folke, et Johan Colding. *Linking Social and Ecological Systems: Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience*. Cambridge: Cambridge University Press, 2000.
- 7 Sterling, Eleanor, Christopher Filardi, Anne Toomey, Amanda Sigouin, Erin Betley, Nadav Gazit, Jennifer Newell et al. “Biocultural approaches to well-being and sustainability indicators across scales.” *Nature Ecology & Evolution* 1 (2017): 1798-1806. <https://doi.org/10.1038/s41559-017-0349-6>.
- 8 Ban, Natalie C., Alejandro Frid, Mike Reid, Barry Edgar, Danielle Shaw, et Peter Siwallace. “Incorporate Indigenous perspectives for impactful research and effective management.” *Nature Ecology & Evolution* 2, no. 11 (2018): 1680-1683. <https://doi.org/10.1038/s41559-018-0706-0>.
- 9 Garnett, Stephen T., Neil D. Burgess, John E. Fa, Álvaro Fernández-Llamazares, Zsolt Molnár, Cathy J. Robinson, James EM Watson et al. “A spatial overview of the global importance of Indigenous lands for conservation.” *Nature Sustainability* 1, no. 7 (2018): 369-374. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0100-6>.
- 10 Caillon, Sophie, Georgina Cullman, Bas Verschuuren, et Eleanor J. Sterling. “Moving beyond the Human-Nature Dichotomy through Biocultural Approaches: Including Ecological Well-Being in Resilience Indicators.” *Ecology & Society* 22, no. 4 (2017): 1–10. <https://doi.org/10.5751/ES-09746-220427>.
- 11 Sherry, Erien, Regine Halseth, Gail Fondahl, Melanie Karjala, et Beverly Leon. “Local-level criteria and indicators: an Aboriginal perspective on sustainable forest management.” *Forestry* 78, no. 5 (2005): 513-539. <https://doi.org/10.1093/forestry/cpi048>.
- 12 Sterling, Eleanor, Tamara Ticktin, Tē Kipa Kepa Morgan, Georgina Cullman, Diana Alvira, Pelika Andrade, Nadia Bergamini et al. “Culturally Grounded Indicators of Resilience in Social-Ecological Systems.” *Environment and Society: Advances in Research* 8 (2017): 63–95. <https://doi.org/10.3167/ares.2017.080104>.
- 13 Sangha, Kamaljit K., Andrew Le Brocq, Robert Costanza, et Yvonne Cadet-James. “Ecosystems and Indigenous Well-Being: An Integrated Framework.” *Global Ecology and Conservation* 4 (2015): 197–206. <https://doi.org/10.1016/j.gecco.2015.06.008>.
- 14 Pour plus d’information, consultez <http://amnh.org/actiongroup> et <http://amnh.org/indicatorgathering>.
- 15 Aggar, J. Marina, James M. Ataria, et Will J. Allen. “Managing beyond designations: supporting endogenous processes for nurturing biocultural development.” *International Journal of Heritage Studies* 17, no. 6 (2011): 555-570. <http://doi.org/10.1080/13527258.2011.618250>.
- 16 Robbins, Jim. “Native Knowledge: What Ecologists Are Learning from Indigenous People.” *Yale Environment* 360, 26 avril 2018. <https://e360.yale.edu/features/native-knowledge-what-ecologists-are-learning-from-indigenous-people>.
- 17 IUCN-WCPA Task Force on OECMs. *Recognising and reporting other effective area-based conservation measures*. Gland, Suisse: IUCN, 2019.
- 18 Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). *Free prior and informed consent: an indigenous peoples’ right and a good practice for local communities*. Rome: Auteur, 2016. <http://www.fao.org/3/a-i6190e.pdf>.
- 19 Mi’kmaw Ethics Watch. *Mi’kmaw research principles and protocols: Conducting research with and/or among Mi’kmaw people*. Nouvelle-Écosse, 2019. <https://www.cbu.ca/wp-content/uploads/2019/08/MEW-Principles-and-Protocols.pdf>.
- 20 Hirons, Mark, Claudia Combetti, et Robert Dunford. “Valuing Cultural Ecosystem Services.” *Annual Review of Environment and Resources* 41 (2016): 545-574. <https://doi.org/10.1146/annurev-enviro-110615-085831>.
- 21 Chan, Kai .M.A., Anne D. Guerry, Patricia Balvanera, Sarah Klain, Terre Satterfield, Xavier Basurto, Ann Bostrom et al. “Where are cultural and social in ecosystem services? A framework for constructive engagement.” *BioScience* 62, no. 8 (2012), 744–756.
- 22 DeRoy, Bryant, C., Chris T. Darimont, et Christina N. Service. “Biocultural indicators to support locally led environmental management and monitoring.” *Ecology and Society* 24, no. 4 (2019): 21. <https://doi.org/10.5751/ES-11120-240421>.
- 23 Artelle, Kyle A., Janet Stephenson, Corey Bragg, Jessie A. Housty, William G. Housty, Merata Kawharu, et Nancy J. Turner. “Values-Led Management: The Guidance of Place-Based Values in Environmental Relationships of the Past, Present, and Future.” *Ecology and Society* 23, no. 3 (2018): 44–58. <https://doi.org/10.5751/ES-10357-230335>.
- 24 Berkes, Fikret. “Indigenous ways of knowing and the study of environmental change.” *Journal of the Royal Society of New Zealand* 39, no. 4 (2009): 151-156. <https://doi.org/10.1080/03014220909510568>.
- 25 Lee, Lynn Chi, Mike Reid, Russ Jones, Janet Winbourne, Murray Rutherford, et Anne Katherine Salomon. “Drawing on Indigenous

- Governance and Stewardship to Build Resilient Coastal Fisheries: People and Abalone along Canada's Northwest Coast." *Marine Policy* 109 (2019): 103701. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2019.103701>.
- 26 Schuster, Richard, Ryan R. Germain, Joseph R. Bennett, Nicholas J. Reo, et Peter Arcese. "Vertebrate biodiversity on indigenous-managed lands in Australia, Brazil, and Canada equals that in protected areas." *Environmental Science and Policy* 101 (2019): 1-6. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2019.07.002>.
- 27 McInnes, Robert, Mariam Ali, et Dave Pritchard. *Ramsar and World Heritage Conventions: Converging towards success*. Secrétariat de la Convention Ramsar, 2017.
- 28 Parsons, Meg, Johanna Nalau, et Karen Fisher. "Alternative Perspectives on Sustainability: Indigenous Knowledge and Methodologies." *Challenges in Sustainability* 5, no. 1 (2017): 7-14. <https://doi.org/10.12924/cis2017.05010007>.
- 29 Kovach, Margaret. "Emerging from the margins: Indigenous methodologies". Dans *Research as resistance: Revisiting critical, Indigenous, and anti-oppressive approaches - second edition*, dirigé par Susan Strega et Leslie Brown, 43-64: Toronto, Canada: Canadian Scholars' Press, 2015.
- 30 Tengö, Maria, Eduardo S. Brondizio, Thomas Elmqvist, Pernilla Malmer, et Marja Spierenburg. "Connecting diverse knowledge systems for enhanced ecosystem governance: the multiple evidence base approach." *Ambio* 43, no. 5 (2014): 579-591. <https://link.springer.com/article/10.1007/s13280-014-0501-3>.
- 31 Le cercle autochtone d'experts. *Nous nous levons ensemble : atteindre l'objectif 1 du Canada en créant des aires protégées et de conservation autochtones dans l'esprit et la pratique de la réconciliation : le Cercle autochtone d'experts rapport et recommandations* [sic]. Gatineau, QC: Parcs Canada, 2018. <http://publications.gc.ca/pub?id=9.852991&sl=1>.
- 32 Hobson Haggerty, Julia, Elizabeth Lynne Rink, Robert McAnally, et Elizabeth Bird. "Restoration and the Affective Ecologies of Healing: Buffalo and the Fort Peck Tribes." *Conservation and Society* 16, no. 1 (2018): 21. https://doi.org/10.4103/cs.cs_16_90.
- 33 Kimmerer, Robin. "Restoration and reciprocity: the contributions of traditional ecological knowledge." Dans *Human dimensions of ecological restoration*, dirigé par Dave Egan, Evan E. Hjerpe, et Jesse Abrams, 257-276. Washington, DC: Island Press, 2011.
- 34 Wilder, Benjamin T., Carolyn O'Meara, Laurie Monti, et Gary Paul Nabhan. "The importance of indigenous knowledge in curbing the loss of language and biodiversity." *BioScience* 66, no. 6 (2016): 499-509. <https://doi.org/10.1093/biosci/biw026>.
- 35 Duff, Patricia A., et Duanduan Li. "Indigenous, Minority, and Heritage Language Education in Canada: Policies, Contexts, and Issues." *The Canadian Modern Language Review/La revue canadienne des langues vivantes* 66, no. 1 (2009): 1-8. <https://doi.org/10.3138/cmlr.66.1.001>.
- 36 Gorenflo, Larry J., Suzanne Romaine, Russell A. Mittermeier, et Kristen Walker-Painemilla. "Co-occurrence of linguistic and bio-

logical diversity in biodiversity hotspots and high biodiversity wilderness areas." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 109, no. 21 (May 2012): 8032-8037. <https://doi.org/10.1073/pnas.1117511109>.

- 37 Fox, Coleen A., Nicholas James Reo, Dale A. Turner, JoAnne Cook, Frank Dituri, Brett Fessell, James Jenkins et al. "The River Is Us; the River Is in Our Veins: Re-Defining River Restoration in Three Indigenous Communities." *Sustainability Science* 12, no. 4 (2017): 521-533. <https://doi.org/10.1007/s11625-016-0421-1>.



Les participants au Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle 2019, sur lequel s'appuie cette série de notes de politique.



3460 rue McTavish, # 206
Montréal, Canada, H3A 0E6
Téléphone: 514-398-1807
Courriel : cicada@mcgill.ca
Site Web : cicada.world/fr

200 Central Park Ouest
New York, NY 10024 USA
Téléphone: 212-769-5742
Courriel : biodiversity@amnh.org
Site Web : cbc.amnh.org

Le CICADA et le Centre pour la biodiversité et la conservation du Musée américain d'histoire naturelle aimeraient remercier le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, le Centre québécois pour la science de la biodiversité, la Commission canadienne pour l'UNESCO, le Consortium APAC, l'Assemblée des Premières Nations et Parcs Canada pour leur appui dans l'organisation du Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle ainsi que les participants aux deux rencontres pour leurs contributions.

Cette note de politique s'appuie sur des recherches financées par le Conseil de recherches en sciences humaines.



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

